



# Mouvements écologistes : lutter sans perpétuer les inégalités

PAR ALIX BURON  
CHARGÉE DE PROJETS À LA FUCID

## ANALYSE DE LA FUCID 2023 | 11

Retrouvez toutes nos analyses et études  
sur notre site Internet !  
<https://www.fucid.be/analyses-etudes/>

À travers ses analyses, études et outils pédagogiques en éducation permanente, la FUCID ouvre un espace de réflexion collective entre les militant·e·s du monde associatif, les citoyen·ne·s du Nord et du Sud et des enseignant·e·s / chercheur·se·s. En multipliant les regards et les angles d'approche sur les questions de société liées à la solidarité mondiale, la FUCID propose de renforcer, au sein de l'enseignement supérieur, la valorisation d'alternatives aux systèmes de pensée dominants.

FUCID ASBL | Rue de Bruxelles 61, 5000 Namur  
info@fucid-unamur.be | 081/72.50.88  
Numéro d'entreprise : BE0416.934.803  
Compte en banque : BE45 0013 1728 8389

 Avec le soutien de la  
**FÉDÉRATION**  
WALLONIE-BRUXELLES

# Mouvements écologistes : lutter sans perpétuer les inégalités

**Le constat revient sans cesse : dans les grandes manifestations écologiques, les milieux de lutte, les rassemblements politiques, les visages semblent majoritairement blancs et de classe moyenne – ceux des personnes les moins exposées aux risques climatiques. Si un certain nombre de mouvements écologistes s’en affligent sans forcément savoir que faire, beaucoup participent, souvent malgré eux, à entretenir cette mise à distance des communautés les plus impactées. Alors, comment faire lutte commune ? Comment lutter sans discriminer, sans invisibiliser, sans dominer ?**

Une étude de 2012 sur la justice spatiale en France a révélé que, si la population étrangère d’une ville ou d’un quartier augmente de 1%, il y a 29% plus de risque qu’y soit installé un incinérateur à déchets. Ces personnes, vivant généralement dans des quartiers populaires, ont en effet moins de leviers d’action pour lutter contre ces nuisances<sup>#1</sup>. Un chiffre à corréliser avec celui révélé par l’UNICEF et le Réseau Action Climat : à Paris, les habitant-e-s les plus pauvres risquent trois fois plus de mourir d’un épisode de pollution que les plus riches (Ouassak, 2023, p.73)... Les femmes, de leur côté, risquent 14 fois plus de mourir en cas de catastrophe naturelle, tout spécialement dans les pays appauvris, notamment parce qu’elles s’occupent de l’évacuation des enfants et invalides ou encore parce qu’on leur apprend moins à nager ou conduire. Et lorsqu’elles sont évacuées, elles sont largement plus à risque de violences basées sur le genre et de mortalité maternelle (Hutton, 2022). Les personnes LGTBQI+ se retrouvent quant à elles plus fréquemment sans domicile en cas de catastrophe climatique : beaucoup, en effet, sont rejetées par leur famille et bénéficient donc d’un réseau de support informel réduit. Mais elles peuvent également subir des discriminations très concrètes : après le passage de l’ouragan Katrina aux États-Unis en 2005, par exemple, les personnes transgenres s’étaient vues refuser l’ac-

cès aux hébergements d’urgence (Greenpeace, 2023).

Quelques chiffres qui montrent que des personnes déjà discriminées à cause de leur genre, de leur orientation sexuelle, de leurs origines, peuvent subir bien davantage les conséquences des dégradations environnementales et du réchauffement climatique, quel que soit leur pays de résidence. Pourtant, il semblerait que ce soient essentiellement les personnes les moins exposées à ces enjeux que l’on retrouve dans les manifestations et mouvements climat, ou plus largement dans les milieux de lutte.

## Pour une écologie qui ne laisse personne de côté

L’explication simpliste : si on ne voit pas ces personnes dans les espaces de lutte, c’est à cause de leur manque d’intérêt pour l’enjeu climatique. Ces « écologistes qui ne font pas exprès de l’être »<sup>#2</sup> ont juste d’autres préoccupations. Fatima Ouassak, militante multi-casquettes et autrice de l’Écologie pirate, dénonce cette vision paternaliste et saupoudrée de mépris de classe qui s’illustre également dans la façon dont les mouvements écologistes invitent les personnes plus marginalisées à les rejoindre : « On appelle à *massifier*, les habitants des quartiers populaires étant là pour faire masse, pour faire corps, mais pas pour participer à l’élaboration du projet politique. On appelle à *sensibiliser*, ce qui permet de leur renvoyer la responsabilité de leur absence dans les espaces écologiques : ils ne sont pas assez sensibles à ce qui pourtant les étouffe. On

<sup>#01</sup> Et les pouvoirs publics préfèrent sans doute préserver les catégories plus aisées... (Chapelle, 2014) <sup>#02</sup> Les 10% des Belges les plus pauvres émettent quatre fois moins de CO2 que les 10% les plus riches, notamment car ils ont moins d’argent à dépenser dans des biens de consommation, le chauffage, etc. (RTBF, 2019).



appelle à *l'inclusivité*, étant entendu que ce sont les classes moyennes et supérieures blanches qui font aux classes populaires non-blanches la grâce de les inclure » (2023, p.21).

Subir des discriminations, des violences policières, avoir du mal à trouver un emploi ou un logement décent, pourtant, n'empêche pas de se soucier des questions environnementales : non seulement parce que les personnes concernées ont un intérêt plus immédiat à changer la société, mais aussi parce qu'elles vivent déjà la crise dans leur quotidien à travers, par exemple, le manque d'espaces verts, les îlots de chaleur durant les canicules, la pollution... Comme en témoigne Youcef Brakni, militant antiraciste : « L'écologie, ce n'est pas qu'un truc qui concerne les blancs des centres-villes. C'est nous qui vivons collés aux bretelles d'autoroute » (cité par Kokabi et Jacquél, 2020).

Pour de nombreux militant·e-s et penseur·euse-s écologistes et/ou antiracistes, tout dépend en effet de la façon dont on pose les termes du débat. S'agit-il de parler de la protection de la forêt amazonienne et de la fonte des glaces ou des pratiques de réduction des déchets, du besoin de parcs de proximité ou d'une alimentation saine ? De vendre un imaginaire d'écoquartiers et de voitures électriques, qui peut très bien s'avérer fasciste, raciste, sexiste, ou de remettre en question la machine capitaliste, celle-là même qui repose sur l'exploitation de la nature et de certains êtres humains ? Ainsi, comme l'énonce Malcom Ferdinand, chercheur au CNRS et auteur d'*Une écologie décoloniale* : « L'écologie pose la question « comment veut-on habiter ensemble sur Terre ? » Or, si l'on se concentrait uniquement sur des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, nous pourrions obtenir un monde absolument détestable. Si on ne lutte pas dès aujourd'hui pour garantir la justice et la dignité aux personnes non blanches, la société de demain demeurera raciste. Mais quand l'écologie se tourne vers les quartiers populaires, en revanche, le projet de société qu'elle porte s'enrichit » (*Idem*).

On comprend alors la multiplicité potentielle des luttes écologistes : à travers le combat pour le droit de vivre dignement, sans subir de violence

## De nombreux mouvements écologistes ont bien du mal à prendre en compte les enjeux de race sociale, de genre ou de classe.

et d'injustice. À travers les luttes anticoloniales et les revendications de libre circulation, aussi, car c'est par la colonisation que l'emprise capitaliste a pu réaliser son plein potentiel, en déshumanisant les populations non blanches pour justifier l'exploitation des corps et de la terre. Une hiérarchisation des individus et des territoires qui se poursuit aujourd'hui, par exemple dans le processus de délocalisation des entreprises : « Les entraves à la liberté de circuler permettent de comprimer en coût du travail tout en divisant les travailleurs du Nord et les travailleurs du Sud » (Ouassak, 2023, p.45). Elles permettent aussi d'implanter des déchetteries et infrastructures polluantes dans les quartiers populaires et issus de l'immigration, populations auxquelles on rappelle sans cesse qu'elles ne sont pas chez elles (*Idem*).

## Pour une écologie antipatriarcale, antiraciste et anticlassiste

Pourtant, de nombreux mouvements et organisations écologistes ou environnementalistes ont bien du mal à prendre en compte, dans leur vision d'une société plus juste et durable, les enjeux de race sociale, de genre ou de classe. Pour Julien Didier, militant queer<sup>#03</sup> et écologiste, ces organisations, qui se croient ouvertes d'esprit et qui se lamentent d'avoir une base de militant·e-s si peu diversifiée, ne font pas le travail nécessaire pour changer les choses : « les personnes qui tentent de faire bouger les lignes font souvent face à des arguments tels que "ce n'est pas notre priorité principale", "ça risque de diviser nos membres", "l'écologie doit être un combat pour tout le monde", "c'est évident qu'on n'est pas racistes" ou encore "oui c'est important, mais la réelle ur-

#03 Personne dont l'identité de genre et/ou l'orientation sexuelle ne correspondent pas aux normes dominantes (hétérosexualité, cis-identité – quand l'identité de genre correspond au genre qui lui a été assigné à sa naissance).

gence c'est le changement climatique" » (2020). Alors que, justement, « un travail important doit être fait pour identifier et combattre les freins multiples empêchant des personnes noires (et non blanches en général) de se sentir légitimes, comprises et à l'aise dans les mouvements écologistes » (Idem). Un travail à réaliser aussi bien au niveau des discours, des modalités de lutte, de l'organisation interne des mouvements et de la façon dont les ponts sont créés entre différents mouvements écologistes, antiracistes ou encore féministes.

Certaines personnes, par exemple, préfèrent peut-être se lancer dans un mode d'action pratique, anticapitaliste et ancré dans le quotidien, plutôt qu'aller à une grande manifestation organisée par une ONG durant le week-end à scander des discours militants sur l'état de la planète<sup>04</sup> : le fait qu'elles ne s'y rendent pas ne permet donc pas de présumer de leur désintérêt.

Le Laboratoire Zéro déchet de Paris (LEØ) est un de ces lieux qui les invitent à une autre forme de pratique militante. Igor Babou a étudié, à travers une recherche anthropologique et photographique retranscrite dans l'ouvrage *L'écologie aux marges*, la façon dont le LEØ agit aux marges du capitalisme, en s'installant dans d'anciennes friches industrielles et usines en faillites<sup>05</sup>, en faisant vivre une cantine à prix libre grâce à des invendus, un atelier de réparation, ou encore un magasin gratuit, mais également en accueillant des événements culturels organisés par leurs membres ou un réseau associatif dense (théâtre, apiculture, club de boxe féminine...) en évitant les échanges monétaires.

Plus localement, la Casserole, à Namur dans la Cité Germinal, est un collectif militant et autogéré qui fonctionne également sous le mode des actes plutôt que du discours. Une grande diversité de publics, d'expériences et de convictions se retrouve ainsi autour de sa charte (volontairement ouverte mais résolument anticapitaliste, anticolonialiste, antipatriarcale et révolutionnaire) et de projets communs très variés : entre autres, des événements culturels alternatifs pour résister à la culture marchande, des conférences et débats, un atelier de réparation de vélo, des cours de kickboxing, un espace d'art de rue, un maga-

sin gratuit. Le collectif veille à organiser des activités accessibles et qui peuvent intéresser tout le monde (des concerts électro, mais aussi des fêtes de quartier familiales, par exemple) ainsi qu'à ne pas reproduire des rapports de pouvoir et de domination dans ses activités ou au sein de son collectif. « Même si on n'est jamais immunisé contre cela, l'ambition est de ne pas reproduire en interne dans le collectif des oppressions qu'on combat dans la société », nous explique Martin, membre du collectif. Il s'agit par exemple de favoriser une plus grande accessibilité aux événements en organisant ponctuellement une garderie, en construisant des rampes d'accès aux personnes à mobilité réduite, en proposant les activités à prix libre, mais aussi d'avoir un groupe de personnes qui prend garde à ce qu'il n'y ait pas de problème de domination/agression lors de leurs événements. Existe également, au sein du collectif, un groupe de bienveillance et de sensibilisation qui aide les membres de la Casserole à traiter la question des relations de domination de façon à la fois réflexive et pratique.

Les collectifs, même se voulant progressistes, ne sont en effet pas immunisés face à la question des rapports de domination (sexisme, racisme, classisme, etc.). Juliette Rousseau, journaliste, militante et autrice de *Lutter Ensemble*, l'a observé - et en a parfois fait les frais - au sein de différents groupes militants écologistes : distribution genrée des tâches, agressions sexuelles, commentaires racistes ou homophobes, mépris de classe, etc. Mais elle a également pu rencontrer des associations - écolos ou non - qui tentent de prendre ce problème à bras le corps. Sisters Uncut<sup>06</sup>, par exemple, organise des partages de compétences, des formations et des rôles tournants pour éviter autant que possible une distribution sexiste/raciste des tâches. Le Lallab, association féministe et antiraciste qui défend les droits des femmes musulmanes, a une attention particulière à ce que ce soient les personnes concernées (donc ici les femmes musulmanes, souvent exclues des débats les concernant) qui prennent publiquement la parole. Par contre, si

**#04** Et certaines combinent évidemment ces deux modes d'action ! **#05** Sous la forme de squat ou de baux précaires. Le LEØ a été expulsé deux fois. **#06** Groupe d'action féministe britannique qui s'oppose aux coupes budgétaires du gouvernement concernant les services aux femmes victimes de violences domestiques.

une personne est oppressive au sein de l'association, ce sont ses pairs qui la recadrent<sup>07</sup>.

Un autre exemple, en Belgique : avant de lancer leur « Camp Climat »<sup>08</sup>, les organisateur-trice-s ont programmé une série d'événements en amont, intitulés « Shape the Camp »<sup>09</sup>, pendant lesquels des personnes concernées par différentes formes d'oppression (femmes, personnes noires, plus âgées, et LGBTQI+) ont pu partager leur expérience et des idées pour rendre le camp plus sécurisant et pertinent pour tou-te-s. À partir de ces réflexions, les organisateur-trice-s ont entre autres mis en place, au sein du Camp Climat, des espaces de non-mixité<sup>10</sup>, une équipe pensée pour protéger le public d'agressions racistes/sexistes/homophobes ou de comportements oppressifs, l'accès à de la nourriture vegan, des offres d'interprétariat, des conférences et ateliers traitant d'autres luttes, etc. A également été rédigée une charte commune afin que les participant-e-s soient attentif-ve-s à ne pas reproduire certains comportements qui, sans qu'ils-elles ne s'en rendent forcément compte, peuvent être oppressifs ou mettre mal à l'aise : utiliser des mots académiques sans les expliquer, infantiliser les personnes en situation de handicap, toucher quelqu'un sans demander son avis, monopoliser la parole ou couper les autres en soulignant négativement leurs émotions<sup>11</sup>, etc. L'objectif : que tou-te-s les participant-e-s s'interrogent sur leurs privilèges, le point de vue depuis lequel elles parlent, et acceptent de se remettre en question en écoutant les revendications des personnes concernées par les injustices.

**Agressions, distributions genrées des tâches, commentaires racistes ou homophobes... les collectifs, même se voulant progressistes, ne sont pas immunisés face à la question des rapports de domination.**

D'autres groupes qui engagent des réflexions de fond sur leurs combats créent des ponts entre causes environnementales et luttes contre les injustices. Dans *Lutter ensemble*, Juliette Rousseau prend ainsi l'exemple d'un groupe écolo-

giste britannique ayant co-organisé une action avec Black Lives Matter afin de bloquer l'aéroport londonien d'Heathrow. Il s'agissait de dénoncer l'augmentation du nombre de vols quotidiens qui aurait pour effet d'accentuer la crise climatique tout en rendant le quartier adjacent, essentiellement habité par des populations immigrées précaires, encore plus invivable. Tandis que les militant-e-s des mouvements climat étaient sur le terrain, partant du principe qu'ils prenaient moins de risques face à la répression policière (car blanc-he-s), Black Lives Matter communiquait sur l'action menée au seul nom de ce mouvement, afin de garder la visibilité et le leadership d'une lutte qui leur appartient. Fatima Ouassak, elle, met en exergue la marche Génération Adama / Génération Climat, « on veut respirer », qui a eu lieu en juillet 2020 : des militant-e-s de fronts divers y marchaient contre les violences policières ou pour la justice climatique. Deux exemples d'activisme non performatif<sup>12</sup>, créant des alliances vivantes, sans hiérarchiser les luttes et en acceptant l'autonomie politique de chaque collectif.

Des ponts qui doivent également être maintenus entre les différents courants du mouvement climat, qu'ils soient institutionnalisés ou plus à la marge. Par exemple, « Les organisations comme la Casserole vont aussi à la marche de la coalition climat. C'est riche de se retrouver à certains moments pour produire du rapport de force. Et c'est important que nos récits puissent infuser dans

<sup>#07</sup> Cela peut permettre une meilleure écoute de la part de la personne oppressive, et de décharger la personne qui a subi l'oppression d'un débat violent, de faire constamment (et gratuitement) de l'éducation au racisme/sexisme. <sup>#08</sup> Un week-end de rencontres, débats, ateliers, camping... autour de la justice climatique, organisé en 2020, puis en 2021. <sup>#09</sup> <http://climatejusticecamp.be/des-luttes-systémiques/> <sup>#10</sup> Ce sont des espaces où les femmes, les personnes racisées, etc. peuvent se retrouver entre elles. Ces lieux leur permettent notamment de parler de leur vécu sans peur que leur expérience soit remise en question, de bénéficier d'un espace où elles se sentent bien et de s'affirmer en tant que catégorie politique. Les personnes qui critiquent ces espaces de non-mixités, parfois frustrées de ne pas y avoir accès, oublient souvent que l'espace social actuel est le lieu le moins mixte qu'il soit, avec une surreprésentation des hommes blancs de classe moyenne (Rousseau, 2018, p.268). <sup>#11</sup> Comme il est expliqué dans la charte du Camp Climat, « les personnes noires et racisées et de classes populaires voient souvent leur parole coupée sous prétexte qu'elles sont trop en colère ». <sup>#12</sup> L'activisme performatif, c'est afficher une solidarité pour accroître son capital social, se « faire bien voir », sans réel objectif de changement. Aïda Yancy, formatrice et activiste antiraciste, LGBTQI+ et féministe, a ainsi décortiqué sur son fil Facebook un exemple à ne pas suivre : une manifestation Black Lives Matter organisée par une personne non-noire (sans consulter des associations ou activistes qui luttent sur cette thématique) « qui se dit que c'est ok d'organiser un rassemblement non-autorisé, (qui fera de superbes photos (...)), un événement qui pourra mettre en danger la santé, la vie, le statut légal des personnes les plus mélanisées qui s'y rendront » afin de montrer qu'« on est tous différents mais tous égaux » et qu'« on est pas racistes »... tout en invisibilisant les personnes noires dans leur propre mouvement (Yancy, 2020).

le mouvement climat, souvent représenté par les acteurs associatifs plus institutionnalisés » (Martin).

## Conclusion

Si blanc que ça, le mouvement climat ? Oui, si l'on ne songe qu'aux ASBL financées par l'argent public, majoritairement blanches. Oui, si l'on présume du désintérêt des gens qui ne se rendent pas à leurs manifestations climat. Oui, si on ne prend pas en compte d'autres formes de militance qui se profilent dans le quotidien, la lutte contre la précarité énergétique, les inégalités environnementales, les combats anticoloniaux, féministes, LGTBIQ+, antivaldistes<sup>13</sup>,... bref toutes ces personnes qui se battent pour vivre dans leur quartier avec dignité, pour un avenir meilleur, plus juste. Ces points de vue, revendications, il faut les écouter et en prendre acte : en reconnaissant ses privilèges, en luttant contre les inégalités qui peuvent traverser son propre collectif, en tissant des liens entre ces combats contre toutes formes d'injustice, afin de construire un terreau fertile de communs émancipateurs.

Comme le matraque en effet Juliette Rousseau : « Il nous faut construire des espaces de lutte et des solidarités politiques qui reflètent cette conscience des multiples dominations. Je ne crois pas qu'on puisse attaquer l'ensemble du système depuis une seule position, mais que nous devons nous lier pour l'attaquer ensemble depuis nos différentes positions. » (2019) ●

**PAR ALIX BURON,  
CHARGÉE DE PROJETS À LA FUCID**

---

**#13** Personnes luttant contre les oppressions que subissent les personnes en situation de handicap.

### Premiers pas pour un collectif plus conscient

Tu viens de lire cet article et tu te demandes comment faire en sorte que ton collectif – par exemple ton kot à projet – ne reproduise pas des oppressions systémiques ? Tu te sens un peu bloqué car tu as peur de mal faire ? Commence par te former, essaye de comprendre ce qu'est le racisme, le sexisme,... et qu'il s'agit d'injustices structurelles qui traversent la société, pas seulement une histoire de comportements individuels. Discutes-en avec les autres membres de ton collectif, formez-vous ensemble, regardez par exemple un documentaire, allez à un événement organisé par une association experte sur le sujet, faites une lecture commune (beaucoup de livres sont dispos à la bibliothèque de la FUCID). Au sein de ton groupe, commence par être attentif à la répartition de la parole et des tâches, à l'accessibilité des événements que vous voulez organiser. Surtout, dépasse ton besoin de perfectionnisme et lance-toi ! En effet, tu commettras certainement des erreurs : le tout est de les corriger et de s'adapter, au fur et à mesure, en allant toujours chercher le point de vue des personnes concernées par les injustices, car il n'y a pas de solution universelle.

Merci à Martin de la Casserole pour ses conseils !

# Bibliographie

- Entretien avec Martin, pour la Casserole.
- Babou Igor, 2023, « L'écologie aux marges », Eterotopia.
- Chapelle Sophie, 12 juin 2014, « Écologie des pauvres, écologie des riches : quand les inégalités sont aussi environnementales », Basta!, <https://basta.media/Ecologie-des-pauvres-ecologie-des-riches-quand-les-inegalites-sont-aussi>
- Greenpeace, 14 juin 2023, « LGBTQIA+ et écologie, des luttes communes », <https://www.greenpeace.fr/lgbtqia-et-ecologie-des-luttes-communes/>
- Hutton Margot, 7 novembre 2022, « COP27 : pourquoi les femmes sont-elles plus touchées par le réchauffement climatique ? », TV5Monde, <https://information.tv5monde.com/terriennes/cop27-pourquoi-les-femmes-sont-elles-plus-touchees-par-le-rechauffement-climatique>
- Kokabi Alexandre-Reza et Jacquel Amanda, 20 juillet 2020, « Marche pour Adama Traoré : « Dans les quartiers populaires, l'écologie s'enrichit » », Reporterre, <https://reporterre.net/Marche-pour-Adama-Traore-Dans-les-quartiers-populaires-l-ecologie-s-enrichit>
- Ouassak Fatima, 2023, « Pour une écologie pirate », La Découverte.
- Rousseau Juliette, 2018, « Lutter ensemble », Cambourakis.
- RTBF, 11 juillet 2019, « Les Belges les plus riches émettent quatre fois plus de CO2 que les plus pauvres, selon une étude », <https://www.rtf.be/article/les-belges-les-plus-riches-emettent-quatre-fois-plus-de-co2-que-les-plus-pauvres-selon-une-etude-10268263>
- Yancy Aïda, 2 juin 2020, « L'alliance performative c'est dangereux », publication Facebook, <https://www.facebook.com/aida.yancy/posts/pfbid0tXRuYm-44si8Na4eyGn94DxTgGPpz42vBFQPr3vidLbDqaVtq9T8idmtybRfwUfCVI>